

L

## Sur le projet de texte voté le 13 mars

J'examine ici la version votée à une faible majorité. La version alternative peut apparaître comme une visée de soutien à une candidature Mélenchon. Or la référence constante de ce dernier à son culte pour Mitterrand, ses fougades et le caractère non démocratique du mouvement qu'il dirige devraient interdire de le soutenir. Ceux qu'il a traités de « mort et de néant » après un soutien PCF en 2017 devraient s'en souvenir. Déjeuner avec lui, oui, mais avec de longues cuillères.

### Des possibilités pour une candidature PCF utile...

Le texte majoritaire voté lors du CN du 13 mai offre des possibilités pour qu'une candidature communiste à la présidentielle ne soit pas perçue par une grande partie de l'opinion de gauche comme une autre candidature de division. Elle pourrait être utile à notre peuple et contribuer à renforcer l'influence du PCF.

Le texte énonce en effet, dès la page 1, lignes 14-15 « *l'importance capitale des deux scrutins* » et lignes 18-19. le texte affirme vouloir agir « *pour créer les conditions d'un changement de politique dans la vie quotidienne* ». Page 7, lignes 39-40, on lit : « *l'élection présidentielle et les élections législatives sont étroitement liées* ». On lit dans ses trois derniers paragraphes, (p.8, lignes 10 à 26) que la campagne présidentielle doit être en même temps campagne des législatives. Il annonce des initiatives, pendant la présidentielle, pour aboutir à un « *contrat d'objectifs législatifs* » avec « *toutes les forces de gauche* » ; l'importance est prise en compte, pour déjouer le piège de l'élection présidentielle, d'agir pour des listes unitaires des forces de gauche dans toutes les circonscriptions. Ces propositions sont selon moi capables de redonner des perspectives et de l'espoir à une opinion accablée par le scénario annoncé du duo Macron-Le Pen.

Ces orientations sont celles des p.1,7 et 8 avec les 3 derniers paragraphes.

Elles sont contrebattues dans d'autres passages du document qui ont été pourtant adoptés simultanément.

### .. Mais beaucoup d'obstacles

Comment comprendre l'affirmation (p.6, lignes.14-15) de ne rechercher le débat ou l'action commune qu'avec « *les militantes et les militants PS, FI, écologos,* » etc., à l'exclusion, donc, des directions politiques dans lesquels les différents courants de gauche se reconnaissent? On croirait y reconnaître les expressions de Mélenchon sur « la soupe aux sigles »... L'opposition dichotomique entre d'une part les accords « avec les militants », sur la base de nos propositions et, d'autre part la condamnation d'accords « au sommet », relève de conceptions que le mouvement communiste a rejetées, expérience historique à l'appui. L'expérience des accords de sommet (Programme commun) exclusivement entre directions politiques nous prévient contre des accords qui ne soient appuyés par des mouvements à la base. Mais elle n'a pas édicté une prohibition éternelle indiscutable. Une incidente meurtrière a été insérée (p.8, ligne 14) qui semble exclure les partis politiques des « *forces de gauche* » ! A propos du « *contrat d'engagements législatifs* » acté par le texte du 13 mars, le texte appelle à débats et rassemblements « *avec toutes les forces de gauche et écologistes, en lien avec le mouvement populaire,* » (p.8, lignes 1011) dans les circonscriptions avec toutes les forces progressistes pour des liste de gauche. Mais dans le même paragraphe, le texte exclut un accord au sommet (« *Non un contrat de sommet, mais une réponse véritable aux attentes du pays* » page 8 ligne 14) , qualifié par avance de « *tractations bâclées* ». Or la « *véritable attente du pays* » est d'en finir avec 38 ans de politiques d'austérité et pour cela d'un rassemblement à gauche. La poussée à la base et les accords au sommet s'épaulent nécessairement si l'on veut aboutir. La formulation dépréciative du texte sur « le sommet », si elle subsistait, donnerait des armes au sectarisme. Si celui-ci prévalait, il annulerait de fait la perspective d'un accord politique pour les législatives.

Viser un mouvement pour un nouveau Front Populaire (p.7, ligne 42) est une ardente obligation. Elle implique à la fois les luttes et des millions de citoyens conscients, et les accords au sommet, qui se renforcent mutuellement. Les rêves hégémoniques du Parti guide sont à la fois condamnables et hors de toute réalité.

L'accord des deux orientations du texte, pour l'essentiel, sur les 9 propositions programmatiques est certes un atout pour l'unité des communistes, mais masque les désaccords sur la stratégie à mettre en œuvre pour les élections présidentielle et législatives de 2022..

### **Rassemblement derrière le PCF ?**

Malheureusement, une bonne partie du texte reflète une conception dangereuse, stérilisante, d'une volonté de rassemblement autour de nos seules idées présentées comme un socle indispensable, et non comme des propositions du PCF versées au débat avec toutes les forces de progrès, en vue de ce *contrat d'engagements législatifs* mentionné dans la conclusion du texte. Si les trois derniers paragraphes de ce dernier ont un sens, l'affirmation aurait dû être faite, dès le début du texte, de la volonté du PCF d'aboutir à un rassemblement avec les forces progressistes. Le texte penche au contraire pour à un ralliement à nos seules propositions.

Considérons nous comme prioritaire le renforcement du PCF autour de nos propositions (p 6, « *socle d'idées* »), et remettons nous en fait « *les changements dans la vie quotidienn*» (p.1) à plus tard ? Penser que, par la seule magie du verbe d'un candidat à la télévision lors de la campagne, une conscience majoritaire de la nécessité d'un changement progressiste dirigé par le seul PCF émergera relève du rêve et de l'illusion.

### **Ou rassemblement avec les autres forces de gauche ?**

Ou bien allons nous mettre en œuvre une stratégie révolutionnaire du possible, pour aboutir dès 2022 à une inflexion qualitative progressiste de la politique ? Il faut viser l'émergence d'un bloc de gauche important ou majoritaire à l'Assemblée Nationale, avec un groupe nombreux d'élus PCF. Le possible exige de tout faire pour renforcer notre influence, et en même temps de rassembler la diversité des courants de gauche, avec leurs apports, leurs conceptions, leurs illusions aussi, et qui sont indispensables pour mettre en échec Macron et les droites.

Le bulletin de vote soumis aux communistes doit formuler clairement les termes de l'alternative. Ce sont eux qui doivent trancher.

### **Le texte voté le 13 mars des formulations qui traduisent parfois un recul de la pensée théorique communiste.**

La première partie évoque les objectifs des communistes pour la société. Il énonce presque à chaque page que l'ennemi est « le capital » (pages .2, 3, 5, 6, 7. Il faut de « grandes ruptures » (p. 3, 7). Un rapport au CN précédent proposait de « sortir du capitalisme ». Quoi de plus communiste dira-t-on ? Voire... De quel capital parlons nous ? Des entreprises du CAC 40 ? Des usines de 30 000 salariés ? De propriétés foncières de 10 000 hectares ? Des fonds spéculatifs de dizaines de milliards d'€? De chaînes de distribution de 30 000 salariés ? Et aussi de TPE de moins de 50 salariés ? De PME sous traitantes de grands groupes ? De petits paysans avec 40 hectares et cinquante vaches? De petits commerces ? De propriétaires fonciers d'un ou deux studio ? Quels moyens privés de production et d'échange visons nous au moment historique actuel ?

Mal nommer nos objectifs c'est donner à notre seul adversaire, le **grand capital**, des arguments

pour maintenir son emprise sur des couches sociales qu'il domine, auxquelles il sous traite ses tâches peu rentables, ou qu'il réduit à la ruine. Pourquoi lui faire ce cadeau ? La phrase révolutionnaire s'oppose à la révolution.

Notre objectif est de créer les conditions du libre développement de chaque personne humaine.

Cet objectif, dans notre société pétries de contradictions complexes, implique un processus historique de luttes et de rassemblements politiques ou toute avancée pour réduire le pouvoir du grand capital est bonne à prendre. Elles contribuent à hâter un changement qualitatif : celui du moment ou s'affirmera la domination des forces populaires sur le noyau déterminant du capital. De quelle « *rupture radicale* »(p.6)s'agit-il ? La nationalisation de toutes les entreprises, de la plus petite à la plus grande ? Des formes de capital privé dominé subsisteront pendant longtemps dans une société où domineront les forces sociales populaires démocratiques. Notre objectif c'est de dépasser le capitalisme, tout en développant tous les conquies historiques du déjà-là communiste : sécurité sociale, laïcité, droits humains, habitat social, éducation gratuite, etc.. Confondre le processus du changement qualitatif, celui du dépassement du capitalisme, avec une rupture quantitative crée des obstacles subjectifs et objectifs au changement dans la société. C'est une conception obsolète, dont l'échec historique tragique pèse encore sur nous.

Au lieu de viser « l'entreprise » en général (p7, l.13), énonçons les objectifs possibles et décisifs : pôle financier public, pôle public du médicament, démocratisés, etc..

## **Conclusion**

Le PCF peut subir effacement durable à l'occasion de l'élection présidentielle, ou bien jouer un rôle utile, décisif et se renforcer s'il sait déjouer le piège institutionnel. Pour ça, il lui faut populariser nos propositions, et en même temps, « *créer les conditions d'un changement de politique dans la vie quotidienne* » (p.1, lignes 17 à 19). avec un contrat d'engagements législatifs qui inclue nécessairement action populaire et accord au sommet. Dès maintenant, le PCF devrait appeler à la mobilisation citoyenne, syndicale, associative et politique dans toutes les circonscriptions pour la formation d'accords et de listes unifiées de gauche aux législatives de 2022, condition pour élire un grand nombre de députés communistes, et un grand nombre de députés de gauche à l'Assemblée Nationale et peser d'un poids décisif dans la politique nationale.